

FIGECAL

Vous accompagner dans votre développement...

**RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE DU 01/01/2024 AU 31/12/2024**

« ASSOCIATION CHUBRI »

Association
Siège social : 23 rue de Guyenne
35000 RENNES

■ **SIÈGE SOCIAL**
Rue des Martinières
53960 BONCHAMP
Tél. 02 43 580 580

■ **LAVAL**
Avenue de Chanzy - BP 111
53001 LAVAL CEDEX 1
Tél. 02 43 02 00 00

■ **PARIS**
7 rue Galilée
75016 PARIS
Tél. 01 83 350 888

■ **RENNES**
10 rue Bignon
35000 RENNES
Tél. 02 99 41 88 49

■ **ERNÉE**
Zone de la Querminais
53500 ERNÉE
Tél. 02 43 05 05 05

■ **ÉVRON**
Route de Mézangers
53600 ÉVRON
Tél. 02 43 01 77 77

■ **SABLÉ**
Zone Tertiaire de la Martinière
72300 SABLÉ
Tél. 02 43 953 953

■ **VITRÉ**
3 avenue de Lymington
35500 VITRÉ
Tél. 02 30 05 12 12

contact@figecal.fr

www.figecal.fr

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

Mesdames, Messieurs les membres,

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association "ASSOCIATION CHUBRI" – 23 Avenue de Guyenne – RENNES (35000) relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- Le suivi des subventions qui représentent 184 833 euros soit 87.35% des produits d'exploitations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au

sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VITRÉ, le 24/06/2025

FIGECAL AUDIT
Société de commissariat aux comptes
Inscrite près de la cour d'appel d'Angers
Représentée par Monsieur BRISSIER Adrien



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	31 687	29 771	1 916	367
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	23 826	22 874	952	2 431
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	61		61	61
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 403		1 403	1 403
	TOTAL (I)	56 977	52 646	4 331	4 263
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	687	687		
	Marchandises	803	803		
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	80		80	1 772
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	27 126		27 126	26 538
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	56 459		56 459	39 997
	Charges constatées d'avance	286		286	286
	TOTAL (II)	85 441	1 490	83 952	68 593
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	142 418	54 135	88 283	72 856
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			1 403	1 403
	(3) dont à plus d'un an				



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	31 171	30 240
	Excédent ou déficit de l'exercice	14 861	932
	Total des fonds propres (situation nette)	46 032	31 171
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		17
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		17
	Total des fonds propres	46 032	31 188
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		6 433
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		6 433
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 682	4 712
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	34 113	30 266
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 456	257
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	42 251	35 235
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	88 283	72 856
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	14 861,05	931,55
	(1) Dont à moins d'un an	42 251	35 235
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	680	620
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	534	309
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	13 896	7 342
	dont parrainages		550
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	184 833	177 919
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 896	2 041
	Utilisations des fonds dédiés	6 433	2 257
	Autres produits	338	44
Total des produits d'exploitation		211 611	190 533
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	504	229
	Variation de stock	30	12
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	35 492	35 735
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 462	2 242
	Salaires et traitements	120 404	110 484
	Charges sociales	39 960	38 603
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 841	2 334
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		6 433
	Autres charges	54	85
Total des charges d'exploitation		201 748	196 156
RESULTAT D'EXPLOITATION		9 863	(5 623)



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		9 863	(5 623)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 681	1 085
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 681	1 085
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		1 681	1 085
RESULTAT COURANT avant impôts		11 544	(4 538)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	3 305	6 524
	Sur opérations en capital	17	146
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	3 322	6 670
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	5	1 200
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	5	1 200
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 317	5 470
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		216 614	198 288
TOTAL DES CHARGES		201 753	197 356
EXCEDENT ou DEFICIT		14 861	932
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		6 669	6 799
Prestations en nature		1 568	
Bénévolat			
TOTAL		8 237	6 799
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		6 669	6 799
Prestations			
Personnel bénévole		1 568	
TOTAL		8 237	6 799



ANNEXE



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Association :

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **88 283 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 216 614 euros** et un total **charges de 201 753 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 14 861 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

Objet social et caractéristiques de l'activité

Chubri est une association loi 1901. Elle a été déclarée au Journal Officiel le 23 septembre 2000. En juin 2007, l'objet de l'association a été modifié afin de tenir compte de son nouveau projet. Cet objet est détaillé à l'article 2 des statuts (texte mis à jour le 15 juin 2018) :

"L'association a pour objet : l'inventaire et l'étude du gallo, son actualisation et la transmission des connaissances produites.

Elle entend contribuer :

- au sauvetage du gallo et à sa transmission auprès des nouvelles générations et des arrivants, en Pays Gallo et au-delà ;
- au respect des droits culturels dans le domaine linguistique, y compris : le droit de chacun de parler gallo (en privé comme en public), le droit de parler sa propre variante dialectale du gallo (à l'oral comme à l'écrit), ou encore le droit d'accès au gallo pour tout habitant du Pays Gallo.

Elle a pour objectifs :

- d'inventorier le gallo auprès des « locuteurs de famille » (locuteurs natifs) et diffuser les données et connaissances produites ;
- de proposer des outils et des services afin de faciliter l'usage actuel du gallo, dans le respect du droit de chacun de parler sa propre variante dialectale ;
- de favoriser l'émergence d'une recherche linguistique structurée et professionnalisée sur le gallo, ainsi que la mise en réseau des compétences dans ce domaine."



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Moyens en oeuvre

En 2024, Chubri est soutenu pour son action linguistique par les institutions suivantes :

- Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Bretagne
- Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) des Pays de la Loire
- Conseil régional de Bretagne
- Conseil départemental des Côtes d'Armor
- Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine
- Conseil départemental de Loire-Atlantique
- Conseil départemental du Morbihan
- Ville de Rennes

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.



ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique dans l'exercice.

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Aucun événement post-clôture n'est à signaler.

Les principales méthodes utilisées sont :**Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Nature de l'immobilisation	Durée de Vie	Taux d'amortissement
Constructions, Batiments	20 ans	5 %
Constructions légères	10 ans	10 %
Mobilier	10 ans	10 %
Matériel	5 à 10 ans	10% à 20%

Stocks et en cours

ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves					
Autres réserves					
Report à nouveau	30 240	932			31 171
Excédent ou déficit de l'exercice	932	(932)	14 861		14 861
Situation nette	31 171		14 861		46 032
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	17		20 891	20 908	
Provisions réglementées					
TOTAL	31 188		35 752	20 908	46 032

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	29 443		2 244			31 687
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 443		2 244			31 687
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	981					981
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	21 055				1 303	19 752
	Emballages récupérables et divers	2 764		329			3 093
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	24 800		329		1 303	23 826
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	61					61
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 403					1 403
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 464					1 464
TOTAL		55 707		2 573		1 303	56 977



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	29 076	865	169	29 771
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 076	865	169	29 771
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	714	148		862
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	18 964	3 512	3 229	19 247
	Emballages récupérables et divers	2 690	75		2 765
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 369	3 735	3 229	22 874
TOTAL		51 444	4 600	3 398	52 646



Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements		
Subvention investissement ville de Rennes		4 106
Subvention investissement Conseil départemental 35		5 000
		9 106
Total des engagements financiers (1)		9 106
(1) Dont concernant :		
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		



Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours	1 183	337	30	1 490
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 183	337	30	1 490
TOTAL GENERAL		1 183	337	30	1 490

Dont dotations et reprises	<div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>	337	30	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 403	1 403	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	80	80	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 126	3 126	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	24 000	24 000	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	286	286	
	TOTAL DES CREANCES	28 896	28 896	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine			
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	5 682	5 682	
	Dettes des legs ou donations			
	Personnel et comptes rattachés	17 162	17 162	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 672	13 672	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 278	3 278	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Autres dettes	2 456	2 456	
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance			
	TOTAL DES DETTES	42 251	42 251	
	Emprunts souscrits en cours d'exercice			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)			



Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		28 068
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 820
<i>Fournisseurs - achats de biens</i>	2 820	
Dettes fiscales et sociales		22 883
<i>Dettes provisionnées pour congés à payer</i>	14 616	
<i>Charges sociales sur congés à payer</i>	6 451	
<i>Uniformation</i>	1 817	
Autres dettes		2 365
<i>Divers ch. à payer</i>	2 365	



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		25 055
Autres créances		25 055
Produits à recevoir	1 055	
Subventions d'exploitation	24 000	



Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		31/12/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION			286	
Charges et Produits FINANCIERS				
Charges et Produits EXCEPTIONNELS				
TOTAL			286	

--



Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
drac bretagne		48 000	
drac pays de la loire		6 000	
conseil régional bretagne		100 000	
conseil départ. 35		17 000	
conseil départ. 44		4 000	
conseil départ 22		1 000	
conseil départ. 56		1 000	
ville de rennes		5 500	
Aide emploi	2 333		
Totalisation	2 333	182 500	



Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Etat exprimé en euros							
Contrib. fi. des autorités de tarification							
Subventions d'exploitation							
Cf.état Subventions d'exploitation	6 433		6 433				
Contributions financières d'autres org							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	6 433		6 433				



Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	Fds dédiés clôt. N-1	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôt. N	
			Mt global	dt rbst		Mt global	dt pjts ss dep
DRAC Bretagne	6 433		6 433				
Totalisation	6 433		6 433				



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Local mis à disposition par la Ville de Rennes (23 Avenue de Guyenne - 35000 Rennes)	6 669	6 799
Bénévolat	6 669	6 799
127.50 heures de bénévolat en 2024	1 568	
	1 568	
Total	8 237	6 799
Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Local mis à disposition par la Ville de Rennes (23 Avenue de Guyenne - 35000 Rennes)	6 669	6 799
Prestations	6 669	6 799
Personnel bénévole		
127.50 heures de bénévolat en 2024	1 568	
	1 568	
Total	8 237	6 799



Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Rémunérations des membres : <ul style="list-style-type: none"> - des organes d'administration - des organes de direction - des organes de surveillance 		

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires		2	
	Employés			
	Ouvriers			
	TOTAL		3	

